



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Investir dans l'école, une urgence !

Le rapport annuel de l'Ocde « *Regards sur l'éducation 2017* » confirme que l'école française reste largement sous-investie. Il confirme le lien entre la dépense en éducation et la performance d'un système éducatif, notamment sur la reproduction des inégalités sociales en inégalités scolaires. Et en France l'influence du milieu social est beaucoup plus forte que dans la moyenne des pays de l'Ocde.

Or, globalement, la France dépense 18% de moins que la moyenne Ocde pour le primaire et de 34% comparé aux 11 pays* pointés par *France Stratégie* qui réussissent mieux à la fois sur les résultats moyens PISA et également en termes d'impact des inégalités sociales sur les résultats scolaires.

Ce sous-investissement réduit les possibilités d'agir sur les leviers favorisant la réussite des élèves comme la taille des classes ou la formation des enseignants. L'école primaire française reste par exemple dans le peloton de tête pour la lourdeur de ses classes tandis que le nombre d'élèves par enseignant s'élève à 19 contre 15 en moyenne pour l'ensemble des pays de l'Ocde.

Une des particularités de la France est aussi la faiblesse des salaires enseignants. La moyenne des salaires dans les pays de l'Ocde dans le primaire au bout de 15 ans d'ancienneté y est supérieure de 22% alors que le temps global de travail en France est plus conséquent.

Lutter contre les inégalités et faire réussir tous les élèves, et particulièrement ceux issus des milieux populaires, tout comme

reconnaître les enseignants dans leur expertise et leur professionnalisé, suppose donc un budget à la hauteur de ce défi.

Ce n'est donc pas affaire de méthode de lecture ou d'un enseignement qui ne serait pas assez resserré sur les matières dites fondamentales, la France restant championne dans le temps consacré aux apprentissages fondamentaux : plus de 38 % du temps d'enseignement consacré à la lecture, l'écriture et la littérature (24,47 % de moyenne pour l'Ocde) et 21 % en maths (17% pour l'Ocde).

Ce rapport conforte le SNUipp-FSU sur la nécessité d'investir dans l'école et de s'appuyer sur les enseignants. C'est un enjeu de société de la plus haute importance. C'est ce que continuera de porter le SNUipp-FSU en mobilisant les enseignants au moment des discussions budgétaires.

** Suisse, Japon, Belgique, Autriche, Danemark, Irlande, Pays-Bas, Finlande, Canada, Allemagne et Australie*

Paris, le 13 septembre 2017.